

La DTI connaît d'importantes modifications. La nouvelle organisation désoriente de nombreux collègues. Beaucoup n'ont pas retrouvé la place qu'ils étaient en droit d'attendre. A écouter la DSNA, tout se passe très bien (...Mme la Marquise); c'est le message que la direction locale transmet. Un cadre a toujours intérêt à dire que tout se passe bien dans son service. L'USAC-CGT constate que les personnels ne partagent pas cet optimisme; de nombreuses critiques sont émises et attendre, comme le propose l'administration, que "tout soit bien en place pour pouvoir juger" est très largement insuffisant voire déjà dépassé. En réalité, l'avenir du service et la pérennité des métiers sont des sujets qui préoccupent fortement les agents.

Le CENA est porté disparu. La réorganisation de la DGAC a permis à l'administration de se débarrasser d'un Centre d'Etude de la Navigation Aérienne qui était pourtant une référence nationale et internationale. Même s'il reste des éléments de l'ex CENA (moitié éparpillée, moitié domaine R&D), la dynamique ancienne est stoppée. Il est intéressant de noter qu'un service de cette importance peut être d'autant plus rapidement démantelé qu'aucune résistance n'est en mesure de s'organiser pour s'y opposer.

CONTEXTE EUROPEEN

La DTI est entièrement concernée par le projet SESAR. Ce projet est d'une ampleur beaucoup plus large qu'une simple harmonisation des systèmes techniques; il ambitionne de revoir les principes mêmes du contrôle aérien avec une redéfinition des rôles du contrôleur avec une subordination du prestataire de services (la DSNA) aux exigences des usagers (les compagnies aériennes). L'objectif est en définitive de réduire les coûts, rengaine permanente des compagnies aériennes.

Les industriels sont omniprésents dans les structures du projet. Les prestataires de services n'ont obtenu qu'une place très limitée. Tout ceci est significatif des évolutions qui se mettent en place sous l'impulsion libérale: priorité à l'économie et à la finance; les besoins opérationnels ne sont plus et de loin des priorités. La commission eu-

ropéenne prépare un deuxième paquet "Ciel unique", c'est-à-dire un ensemble de règlements et de directives qui pourront ou devront s'appliquer dans le secteur de l'aviation civile. Ces textes s'inspireront très largement du rapport d'un groupe d'experts, le High Level Group** et montrent bien la nature des évolutions à court/moyen terme. Entre autres préconisations très libérales, le HLG pousse clairement à la défragmentation des prestataires de services, c'est-à-dire à la fusion de prestataires. Il encourage la soumission aux lois du marché de tout ce qui peut l'être dans le domaine CNS notamment. C'est-à-dire qu'il faudrait externaliser, privatiser tout ce qui ne relève pas d'un monopole naturel. Cela ouvre des perspectives, si l'on peut dire, à la DGAC et particulièrement dans un service comme la DTI.

Pour la Commission, les services CNS* doivent être soumis aux lois du marché ...

* CNS: Communication Navigation Surveillance

** texte intégral du rapport et notamment les recommandations du HLG disponibles sur notre site :

http://www.usac-cgt.org/2006/Europe/PDF/Europe_ciel_unique_rapport_HLG_07-07.pdf

ON NE CHERCHE PLUS À FAIRE MIEUX MAIS MOINS CHER

Que veut-on faire de nos compétences dans le Cautra ? La DSNA recherche de plus en plus à se débarrasser de notre savoir faire et s'oriente vers des produits dits "sur étagère". Supposés moins coûteux, ils seront moins adaptables aux besoins des utilisateurs.

Le projet de GIE avec l'entreprise Thales était une opération d'externalisation qui se serait terminée par une perte totale des prérogatives de la DGAC sur le Cautra notamment. L'USAC-CGT, clairement opposée à ce projet, a fini par obtenir son retrait (l'UNSA-IESSA était très favorable au GIE ; d'autres n'avaient pas de position ou ont lâché

prise en cours de route). Mais les risques d'abandon de pans entiers de compétences ne sont pas pour autant écartés, l'administration a d'autres cordes à son arc.

Il n'est pas question pour l'USAC-CGT de baisser la garde.

Tout ceci s'inscrit dans la politique de réduction du secteur public. Cette logique financière a pour conséquence de dévaloriser les métiers exercés par les IEEAC et les IESSA y

compris dans les maintenances des centres. La perte concomitante de la maîtrise des produits se fait au détriment des utilisateurs ICNA et TSEEAC.

Il manque de l'argent pour boucler 2007 et le budget DTI 2008 sera fortement réduit. La DSNA doit des explications aux personnels sur sa politique et sur l'avenir de la DTI.

LA DTI DOIT ETRE UNE DES PRIORITES DE LA DSNA

Lors des dernières discussions protocolaires l'USAC-CGT a fait de la DTI un point spécifique de ses revendications et ouvert le débat autour de l'avenir de ce service essentiel de la DSNA. L'administration a fait la sourde oreille. Concrètement nous voulions inscrire un chapitre particulier consacré à la DTI, comme cela s'est fait pour Roissy. Nous réclamions des mesures destinées à rendre le service plus attractif et un renforcement significatif des effectifs.

Nous n'avons pas obtenu ces mesures: pourquoi la DSNA rendrait-elle plus attractif et renforcerait-elle un service qu'elle veut en réalité réduire

Le maintien de la DGAC unie dans la Fonction Publique d'Etat défendue avec une absolue détermination par l'USAC-CGT prend ici tout son sens. Nous avons su bloquer plusieurs tentatives de sortie de la Fonction publique, la dernière lors du protocole de novembre 2006. Mais les pressions sont de plus en plus fortes. Le soutien concret des personnels qui partagent ces positions est essentiel. On l'a vu avec le projet de GIE avec Thales, on le constate aujourd'hui au travers des orientations politiques prises, la DTI est en première ligne et ses activités sont menacées.

Menace sur la DTI = menace sur nos métiers

Pour l'USAC-CGT, la DGAC est un ensemble dans lequel s'inscrit la DSNA. Le domaine technique en est un pilier indispensable qui permet au contrôle aérien de bien fonctionner. C'est en renforçant les positions de la DTI que la DSNA pourra efficacement participer à la construction européenne, développer la coopération et le service public et ne pas laisser le champ libre aux industriels.

S'organiser pour empêcher la casse

Bulletin d'adhésion à l'USAC-CGT

Nom : Corps :
Prénom: Grade/Echelon :
Téléphone : Service :
Adresse personnelle :
.....

**à retourner à USAC-CGT, CRNA Sud-Est : 1 rue Vincent Auriol
13 617 Aix-en-provence Cedex – Tél : 0442337685**